Formular zur Erfassung einer Stellungnahme

Korrespondenzsprache* : Deutsch

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation* : Schweizerischer Apothekerverband pharmaSuisse

Kategorie* : LeistungserbringerInnen

Kontaktperson* : Samuel Dietrich

Adresse* : Stationsstrasse 12, 3097 Liebefeld

(Strasse, PLZ Ort)

Telefon* : 031 978 58 58

E-Mail* : legal@pharmaSuisse.org

(Für eine allfällige Kontaktaufnahme, insb. aber für die Information über die Veröffentlichung des Ergebnisberichts gem. <u>Art. 21 Abs. 2 VIV</u>).

Bei mehreren E-Mail-Adressen bitte mit Semikolon trennen.

Datum* : 30.09.2022

Wichtige Hinweise:

Bitte <u>Dokumentschutz nicht aufheben</u>, Formular ausfüllen und <u>im Word-Format</u> an <u>Leistungen-</u>Krankenversicherung@bag.admin.ch sowie an gever@bag.admin.ch senden.

Das Pflichtfeld des ersten Teils «I. Zusammenfassung / Wichtigste Anliegen zur Vorlage*» ist auf 20'000 Zeichen (3-4 A4-Seiten) beschränkt, alle anderen Felder auf 30'000 Zeichen (5-6 A4-Seiten).

Der Aufbau des zweiten Teils (II. Bemerkungen zu den Massnahmen im Einzelnen) folgt dem Aufbau des Kommentars.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

^{* =} Pflichtfelder: Bitte im Minimum diese Felder ausfüllen.

l. 2	ZUSAMMENFASSUNG / WICHTIGSTE ANLIEGEN ZUR VORLAGE*	5
II. E	BEMERKUNGEN ZU DEN MASSNAHMEN IM EINZELNEN	6
1. [Definitionen	6
1.1	Artikel 64a Absätze 4, 5 und 6 KVV	6
	Beurteilung der Wirtschaftlichkeit von BWS	
2.1	Artikel 65c ^{ter} KVV	6
	Beurteilung der Wirtschaftlichkeit parallelimportierter Arzneimittel	
3.1	Artikel 65c ^{quater} KVV	/
4. E	Beurteilung der Wirtschaftlichkeit: APV/TQV	
4.1	Artikel 65 <i>b</i> KVV	7
5. E	Beurteilung Wirtschaftlichkeit: Prinzip der Hauptindikation	7
5.1	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
6 F	Beurteilung der Wirtschaftlichkeit weiterer Indikationen	7
6.1		
7 I	Kostengünstigkeitsprinzip	o
7.1		
	Nachfolgepräparate	
8.1	Artikel 65 <i>b</i> ^{bis} Absatz 6 KVV	8
9. /	Anpassungen im Bereich des Innovationszuschlages	8
9.1	Artikel 65 <i>b</i> ^{ter} KVV	8
10.	Einsparungen bei den Generika und Biosimilars	8
10.		
10.	.2 Artikel 65c ^{bis} KVV	9
10.	.3 Artikel 65 <i>a</i> ^{bis} KVV	9
10.	.4 Artikel 65 <i>a</i> ^{ter} KVV	9
10.		
10.	.6 Artikel 34g KLV	9
11.	Anpassungen im Bereich des differenzierten Selbstbehalts	10
11.		
	.2 Artikel 38a KLV	
12.	Länderkorb und Grosshandelsmargen	11
12.	-	
12.		
12.		
12.		
12.		
13.	Meldung über die Gesuchseinreichung bei Swissmedic	12
	.1 Artikel 31c KLV	

14.	Vorabklärung bei der Neuaufnahme von Arzneimitteln	12
14.1	Artikel 69 Absatz 5 KVV	12
14.2	Artikel 31 d KLV	12
15.	Daviskalaktinung dan Kastan für Farrakung und Entwicklung	40
	Berücksichtigung der Kosten für Forschung und Entwicklung Artikel 65 Absatz 4 KVV	
15.1		
15.2		
15.3 15.4		
	Veröffentlichungen - Erhöhung der Transparenz	
16.1	Artikel 71 KVV	13
17.	Vergütung von Arzneimitteln im Einzelfall	13
17.1	Artikel 28 Absätze 3bis, 4 und 5 KVV	13
17.2	Artikel 71a KVV	13
17.3	Artikel 71 <i>b</i> KVV	14
17.4	Artikel 71c KVV	14
17.5	Artikel 71 <i>d</i> Absätze 2 und 4 KVV	15
17.6	Artikel 38a Absatz 9 KLV	15
17.7	Neuer Gliederungsartikel: 5. Abschnitt, Vergütung von Arzneimitteln im Einzelfall	15
17.8	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
17.9		
17.1	0 Artikel 38 <i>d</i> KLV	16
17.1	1 Artikel 38e KLV	16
18.	Abschaffung der Publikation im BAG-Bulletin	
18.1	Artikel 72 KVV	16
19.	Kleinste Packung und Dosierung bei der Durchführung des TQV und Ausnahmen	von
	der dreijährlichen Überprüfung	
19.1		
19.2		
10.2	Attiker 044 Absatz 2 Buchstabe 6 REV	17
20.	Rückerstattung von Mehreinnahmen nach Beschwerdeverfahren	17
	Artikel 67 <i>a</i> Absatz 3 KVV	
	Vertriebsanteil und Mehrwertsteuer	
21.1		
21.2		
21.3	Artikel 38 Absatz 3 ^{bis} KLV	17
22.	Dreimonatige Fortdauer der Vergütungspflicht nach Streichungen bzw. Ablauf de	r
	Befristung	18
22.1	Artikel 68 Absatz 2 KVV	18
22.2	Artikel 68a KVV	
23.	Prävalenzmodell	40
	Artikel 65f Absatz 2 KVV	
۷۵.۱	ALTINGT OUT ADOUT 2 IVVV	10
24.	Gebühren	
24.1	Artikel 70 <i>b</i> Absätze 1 und 1 ^{bis} KVV	18
24 2	Anhang 1 KVV	19

25.	Übergangsbestimmungen zur Änderung vom	. 19
26.	Ersatz eines Ausdrucks	. 19
27.	Änderung in anderem Erlass (VAM)	. 19
28.	Weitere Vorschläge / Anregungen	. 19

I. Zusammenfassung / Wichtigste Anliegen zur Vorlage*

La Société Suisse des Pharmaciens représente les pharmaciens et leurs intérêts, ainsi qu'indirectement ceux des patientes et patients en tant que leur clientèle. La sécurité des patients, la sécurité de l'approvisionnement et l'amélioration des soins médicaux, tant sur le plan qualitatif que quantitatif et du point de vue économique (optimisation du rapport coûts/bénéfices), sont au cœur de ses préoccupations.

Sécurité de l'approvisionnement

En raison de la situation actuelle de l'approvisionnement sur le marché des médicaments (pénuries de médicaments), en particulier pour les médicaments bon marché dont le brevet a expiré, il convient de procéder systématiquement à une analyse d'impact de la réglementation pour chaque mesure de réduction des prix. La non-connaissance du rapport du groupe de travail interdisciplinaire chargé d'élaborer d'ici fin 2022 des propositions de mise en œuvre concrètes pour améliorer les pénuries de médicaments est un obstacle à la prise de position actuelle.

Divers points de ce projet mettent en péril la sécurité de l'approvisionnement en médicaments de qualité, dans la mesure où les prix des génériques, déjà avantageux, doivent être encore réduits de manière indifférenciée, rendant ainsi le marché suisse moins attractif en raison de la pression sur les prix. Aujourd'hui déjà, malgré les prix plus élevés des génériques, l'offre est nettement inférieure à celle de l'étranger. Une nouvelle baisse des prix détériorerait encore plus l'offre dans plusieurs cas, sans pour autant réduire les coûts. Déjà aujourd'hui, les fournisseurs de génériques se retirent de plus en plus du marché suisse (récemment, par exemple, le fournisseur de Digoxine Medius SA à la fin septembre). De plus, les mesures empêchent une concurrence fonctionnelle entre les médicaments. Des pénuries (p. ex. Epipen®) se font déjà sentir, en particulier pour les médicaments à bas prix. pharmaSuisse s'oppose donc à toutes les modifications qui menacent la sécurité d'approvisionnement tant que des mesures n'auront pas été prises pour améliorer la situation de pénurie (voir le rapport de l'OFSP sur les pénuries de médicaments en 2022).

pharmaSuisse n'est pas opposée à une baisse des prix des médicaments. La baisse des prix ne doit toutefois pas porter atteinte à la sécurité de l'approvisionnement ni à la qualité. En sus des coûts normalement supportés par les fournisseurs de prestations lors de l'achat des médicaments (coûts salariaux, d'exploitation et de transport), les coûts extraordinaires d'énergie, de port, de douane et autres taxes, au cas où des médicaments devraient être importés de l'étranger en raison de pénuries de livraison, devraient également être couverts. En raison de l'inflation mondiale et de l'augmentation des prix de l'énergie et du pétrole, les baisses de prix aggravent inutilement la situation.

Mesures de réduction des coûts

Nous rappelons que pharmaSuisse participe à une offre adressée au Parlement par une large alliance d'assureurs, de fabricants de génériques, de fournisseurs de prestations et de grossistes, composée des 3 mesures suivantes :

- l'augmentation de 5 % de l'écart de prix entre les préparations originales et les génériques lors du réexamen triennal
- une amélioration progressive vers une marge de distribution aussi indépendante que possible du prix et neutre en termes d'incitations, afin d'éliminer les incitations erronées et d'augmenter la pénétration des génériques sur le marché.
- la révision annuelle des prix

Parts de distribution : les coûts de transport, d'infrastructure et de personnel ainsi que les coûts de capital doivent être couverts et les incitations erronées doivent être éliminées conformément à la motion 20.3936

pharmaSuisse, en collaboration avec curafutura, a déjà élaboré des propositions visant à corriger les incitations erronées et les subventions croisées dans la part distribution en général - et pas seulement

pour les génériques - conformément à la volonté du Parlement selon la motion 20.3936 "Prix des médicaments. Pour une maîtrise des coûts grâce à la suppression des incitations négatives tout en maintenant la qualité et la sécurité de l'approvisionnement".

Si les mauvaises incitations dans la part de distribution avaient été corrigées de manière conséquente par le passé, l'idée d'une marge fixe pour les génériques de même principe actif, qui devrait être fixée différemment selon le dosage, la forme et la taille de l'emballage, serait superflue. L'énorme travail administratif et les calculs nécessaires qui y sont liés pourraient être économisés.

Une marge de distribution identique pour les médicaments contenant le même principe actif (art. 67, al. 5, P-OAMal et art. 38, al. 3bis, P-OAMal) est résolument rejetée sous cette forme en tant que mesure isolée, car elle accentuerait encore les incitations erronées existantes. La modification proposée est rejetée en tant que mesure isolée et adaptation monothématique.

Seule et uniquement en combinaison avec une correction massive des incitations erronées dans la part de distribution, comme dans la dernière proposition de compromis du 24 septembre 2022, élaborée en collaboration avec le DFI et l'OFSP, les organismes payeurs, pharmaSuisse, la FMH et l'APA, H+ et la GSASA, l'introduction d'une part de distribution identique au principe actif est soutenue en tant qu'étape intermédiaire importante vers l'élimination complète des incitations erronées dans le système de marge.

Recherche et innovation - accès équitable aux médicaments

En ce qui concerne les questions relatives à la fixation de la prise en charge des coûts et des prix de fabrique, pharmaSuisse et ses membres, en tant que partie intégrante de l'approvisionnement médical de la population, soutiennent le site pharmaceutique suisse car des modèles d'approvisionnement en médicaments abordables et non incitatifs doivent être créés. D'autre part, il est essentiel que les innovations et la recherche ne soient pas désavantagées par rapport à l'étranger et que l'équité d'accès aux médicaments ne soit pas péjorée par un alourdissement administratif des décisions au cas par cas.

L'autorisation de base des nouveaux médicaments doit être garantie par la Confédération à un rythme approprié et leur disponibilité ne doit pas être retardée en raison de négociations entre les entreprises pharmaceutiques et les assurances. C'est également ce que demande la motion 19.3703 "Coûts des médicaments. Il faut adapter le système d'autorisation et de formation des prix dans le domaine de l'assurance de base".

II. Bemerkungen zu den Massnahmen im Einzelnen

1. Definitionen

1.1 Artikel 64a Absätze 4, 5 und 6 KVV

Akzeptanz:

Zustimmung

Bemerkungen:

pharmaSuisse begrüsst die Festlegung dieser Definitionen und der damit verbundenen erhöhten Rechtssicherheit.

2. Beurteilung der Wirtschaftlichkeit von BWS

2.1 Artikel 65cter KVV

Akzeptanz:

Ablehnung

Bemerkungen:

Die Regelung der Beurteilung der Wirtschaftlichkeit in welcher die Kosten für Forschung und Entwicklung nicht berücksichtigt werden, hemmt die Forschungsinvestitionen in der Arzneimittelindustrie.

3. Beurteilung der Wirtschaftlichkeit parallelimportierter Arzneimittel

3.1 Artikel 65cquater KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Der zusätzliche administrative Aufwand von Leistungserbringerinnen bei parallelimportierten Arzneimittel muss durch eine Erhöhung der Marge abgegolten werden.

Es besteht die Gefahr, dass damit falsche Anreize gesetzt werden, dass Firmen ihre Medikamente gar nicht mehr bei Swissmedic zur Zulassung beantragen. Generell sind die Hürden für eine Schweizer Zulassung bereits hoch.

Zudem gefährden Parallelimporte die Patientensicherheit. Ist ein Arzneimittel in der Schweiz nicht zugelassen, ist nicht in jedem Fall die gleich hohe Qualität beim Bezug aus dem Ausland sichergestellt, sogar Fälschungen sind möglich. Des Weiteren besteht die Gefahr, dass ein Parallelimporteur nur die Präparate importiert, die rentieren und, wenn eines plötzlich zu teuer wird, dieses durch ein billigeres ersetzt oder der Import ganz eingestellt wird. Das führt zu Umstellungen beim Patienten, die sich negativ auf Gesundheit und Lebensqualität auswirken können. Sollten Parallelimporte dennoch zugelassen werden, müssen diese unter strengen Bedingungen erfolgen und durch die SL vergütet werden. Der Patient darf nicht durch Zusatzkosten bestraft werden.

4. Beurteilung der Wirtschaftlichkeit: APV/TQV

4.1 Artikel 65b KVV

Akzeptanz: Bitte auswählen

Bemerkungen:

- 5. Beurteilung Wirtschaftlichkeit: Prinzip der Hauptindikation
- 5.1 Artikel 65bbis Absätze 1 und 2 KVV

Akzeptanz:

Bitte auswählen

Bemerkungen:

- 6. Beurteilung der Wirtschaftlichkeit weiterer Indikationen
- 6.1 Artikel 65bbis Absatz 3 KVV

Akzeptanz:			

Bemerkungen:

Bitte auswählen

Durch diese Regelung könnten Forschungsinvestitionen in andere Indikationsmöglichkeiten gehemmt werden.

7. Kostengünstigkeitsprinzip

7.1 Artikel 65bbis Absatz 5 KVV

Akzeptanz: Ablehnung

Bemerkungen:

Die neuen Regelungen stehen teilweise im Widerspruch zum KVG. Tarife und Preise müssen nicht nur betriebswirtschaftlich bemessen sein, sondern auch eine qualitativ hoch stehende und zweckmässige gesundheitliche Versorgung zu möglichst günstigen Kosten bieten. Die Priorisierung der Kostengünstigkeit auf Verordnungsstufe verstösst gegen die übergeordnete Regelung des KVG.

8. Nachfolgepräparate

8.1 Artikel 65bbis Absatz 6 KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Auch andere Darreichungsformen oder Applikationsweisen oder -frequenzen sollten beim therapeutischen Quervergleich miteinbezogen werden, sofern sie einen deutlichen Vorteil für die Patientinnen und Patienten bieten. Damit können sie unter Umständen zur Therapietreue und damit zur Wirksamkeit indirekt beitragen.

Es ist unklar, wie oft die therapeutischen Quervergleiche durchgeführt werden. Neben der 3-jährlichen Preisüberprüfung entsteht zusätzlicher administrativer Aufwand, was wiederum Kosten verursacht. Entsprechend ist eine automatisierte Durchführung mit möglichst wenig Kosten notwendig.

9. Anpassungen im Bereich des Innovationszuschlages

9.1 Artikel 65bter KVV

Akzeptanz:

Bitte auswählen

Bemerkungen:

10. Einsparungen bei den Generika und Biosimilars

10.1 Artikel 65*c* KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Die Prozentsätze und die damit einhergehenden Abstände scheinen nicht betriebswirtschaftlich begründet und daher willkürlich und nicht sachgerecht. Zu grosse Abstände bei der Senkung des Originalpreises könne zur Folge haben, dass der gesamte Generika- und Biosimilarsmarkt nicht mehr rentabel ist. Dies gefährdet die Versorgungssicherheit und damit die Gesundheit und Sicherheit der Patienten.

10.2 Artikel 65cbis KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Siehe Bemerkungen zu Art. 65c KVV.

10.3 Artikel 65dbis KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Die Erhöhung des Preisabstandes von 5 % wurde von den Entente-Verbänden gefordert. Die Umsetzung basiert auf gleicher Wirkstoffzusammensetzung falls mehr als zwei Arzneimittel in der SL aufgeführt sind (Artikel 65dbis Absatz 2 KVV). Neue zusätzlichen Preisabstände (40 bzw. 45 bzw. 80 Prozent ab einem Marktvolumen des Originalpräparates von CHF 40 Millionen pro Jahr unterstützen wir nicht und waren nicht Teil unseres indirekten Gegenvorschlages zur Einführung eines RPS Siehe zudem Bemerkungen zu Art. 65c KVV.

10.4 Artikel 65 dter KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Siehe Bemerkungen zu Art. 65c KVV

10.5 Artikel 65 dquater KVV

Akzeptanz:

Bitte auswählen

Bemerkungen:

10.6 Artikel 34g KLV

Akzeptanz:

Bitte auswählen

Bemerkungen:

11. Anpassungen im Bereich des differenzierten Selbstbehalts

11.1 Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe i KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Die Erstellung einer entsprechenden Liste untergräbt die Verschreibungs- und Abgabefreiheit von Arzt bzw. Ärztin sowie Apotheker bzw. Apothekerin. Es wird zusätzlicher Administrativaufwand geschaffen, welcher keinen Nutzen generiert. Die Entscheidung liegt bei den entsprechend ausgebildetenen Fachpersonen, welche in der Praxis tätig sind. Auch werden wirkstoffunabhängige Faktoren, wie Unverträglichkeiten auf Hilfsstoffe oder Einnahmeprobleme (z.B. Tablettengrösse, Injektionsvolumen (Methrotrexat) nicht berücksichtigt.

Sollte eine Liste erstellt werden, muss die Apothekerschaft bei der Erstellung und Bearbeitung der Liste zwingend miteinbezogen werden und Experten stellen können.

11.2 Artikel 38a KLV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Abs. 1: Die Überwälzung der Kosten mittels Selbstbehalt auf den Patienten sind nicht gerechtfertigt. Es ist selten der Patient selbst, der ein Originalpräparat verlangt. Er handelt meist in Unkenntnis des Marktes und des Vorhandenseins von Generika. Er möchte nur was verschrieben wurde. Eine Erhöhung des Selbstbehalts ist entsprechend nicht zielführend. Dabei werden keinerlei Anreize für die Patientinnen und Patienten gesetzt, da damit einfach die Franchise früher erreicht wird. Die Gesundheitskosten werden dadurch keineswegs gesenkt. Deshalb müssen die Fehlanreize bei der Verschreibung abgeschafft werden, nicht jener der Kostentragung durch Patienten. Sofern der Selbsbehalt bei 20% bleibt, können wir dem übrigen Absatz 1 zustimmen.

Abs. 2: Für den abgebenden Leistungserbringer ist schwierig zu wissen, ob es sich um die erste Abgabe handelt. Sofern keine praxistaugliche Umsetzung gefunden wird, ist Absatz 2 zu streichen. Biosimilars sind nicht immer verfügbar, weshalb sich der Therapiebeginn verzögern kann, wenn nicht auch das Originalpräparat abgegeben werden kann. Es mmuss weiterhin möglich sein, die Abgabe des Originalpräparates pharmazeutisch zu begründen.

Zudem ist das Recht zur Substitution durch Biosimilars der Apothekerschaft nicht gestattet (siehe Art. 52a KVG). Dieser Mangel ist zu beheben. Weiter soll auch das Recht auf Substitution durch ein gleichwertiges Molekül im Falle eines Mangels festgehalten werden.

Durch den geschaffenen Preisdruck besteht zudem die Gefahr, dass Generika vom Markt genommen werden, wodurch den Patienten die teureren Originale abgegeben werden müssen. Da die Nicht-Substitution medizinisch begründet ist, müssen die zusätzlichen Kosten von der OKP getragen werden. Dadurch steigen die Gesundheitskosten wiederum. Die Substitution muss auch der Apothekerinnen und Apotheker abgelehnt werden können, sofern dies medizinisch begründet werden

kann (z.B. Psychiatrie, ältere Personen mit Schwierigkeiten bei der Einnahme je nach galenischer Form).

Zudem braucht es auch hier ein Versorgungskonzept. Das ist die Grundlage für alles. Und in diesem Versorgungskonzept müssen die Finanzierungsaspekte via Krankenkassen mit berücksichtigt sein. Es kann nicht sein, dass bei Lieferengpässen Patientinnen und Patienten noch mit 50% Selbstbehalt belastet werden nur weil das entsprechende Medikament nicht auf der Substitutionsliste steht.

belastet werden nur weil das entsprechende Medikament nicht auf der Substitutionsliste steht. Länderkorb und Grosshandelsmargen 12. 12.1 Artikel 65b Absatz 2 Buchstabe a und Artikel 65b quater KVV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 12.2 Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe b KVV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 12.3 Artikel 34abis Absätze 1 und 2 KLV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 12.4 Artikel 34b Sachüberschrift und Absätze 1 und 2 KLV Akzeptanz: Ablehnung mit Vorbehalt Bemerkungen:

Die Lohnkosten sowie die Weiterbildungskosten sind in der Schweiz deutlich höher gegenüber dem Ausland. Zudem verursacht die Zulassung durch dreisprachige Beipackzettel und Verpackungen in zwei Sprachen ebenfalls zusätzlich höhere Kosten, welche sich auf den FAP auswirken. Diese Unterschiede sind zu berücksichtigen.

Ebenfalls miteinzubeziehen sind steigende Energie- und Transportkosten.

12.5 Artikel 34c Absatz 1 KLV

Akzeptanz: Bitte auswählen				
Beme	Bemerkungen:			
13. 13.1	Meldung über die Gesuchseinreichung bei Swissmedic Artikel 31 <i>c</i> KLV			
Akzep Bitte a	otanz: auswählen			
Beme	rkungen:			
	Vorabklärung bei der Neuaufnahme von Arzneimitteln Artikel 69 Absatz 5 KVV			
Akzep Bitte a	otanz: auswählen			
Beme	rkungen:			
14.2	Artikel 31 <i>d</i> KLV			
Akzep Bitte a	otanz: auswählen			
Beme	rkungen:			
15.	Berücksichtigung der Kosten für Forschung und Entwicklung			
Akzep Bitte a	otanz: auswählen			
Beme	rkungen:			
15.1 Artikel 65 Absatz 4 KVV				
Akzep Bitte a	otanz: auswählen			
Beme	Bemerkungen:			

15.2 Artikel 30a Absatz 1 Buchstabe bbis KLV

Akzeptanz: Bitte auswählen			
Bemerkungen:			
15.3 Artikel 34 <i>b</i> Absätze 3 und 4 KLV			
Akzeptanz: Bitte auswählen			
Bemerkungen:			
15.4 Artikel 37 KLV			
Akzeptanz: Bitte auswählen			
Bemerkungen:			
16. Veröffentlichungen - Erhöhung der Transparenz16.1 Artikel 71 KVV			
16.1 Artikel 71 KVV Akzeptanz:			
16.1 Artikel 71 KVV Akzeptanz: Bitte auswählen			
16.1 Artikel 71 KVV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 17. Vergütung von Arzneimitteln im Einzelfall			
16.1 Artikel 71 KVV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 17. Vergütung von Arzneimitteln im Einzelfall 17.1 Artikel 28 Absätze 3 ^{bis} , 4 und 5 KVV Akzeptanz:			
Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 17. Vergütung von Arzneimitteln im Einzelfall 17.1 Artikel 28 Absätze 3 ^{bis} , 4 und 5 KVV Akzeptanz: Zustimmung			

Bemerkungen:

Die Begrifflichkeiten bringen mehr Verwirrung als Rechtssicherheit und stimmen nicht mit Art. 71a Abs. 3 KVV und Art. 38b Abs. 6 und 7 KLV überein («grosser therapeutischer Nutzen» und «bedeutender therapeutischer Nutzen» bzw. bedeutender therapeutischer Fortschritt). Die freie Wahl des Leistungserbringers muss auch bei der Vergütung eines Arzneimittels im Einzelfall gewährleistet bleiben. Es gab vermehrt Probleme mit Kostengutsprachen, welche den Bezug über einen bestimmten Leistungserbringer vorsahen. Dabei war die Patientin bzw. der Patient jeweils in Unkenntnis der Einschränkung und wollte das Arzneimittel über den Leistungserbringer seiner Wahl beziehen, wodurch es Probleme bei der Vergütung durch die Krankenkasse gab.

Abs. 1 Bst. c: Ablehnung

Bei Anwendungen ausserhalb der Indikation einen Nachweis zu erbringen, dass dieses Arzneimittel kostengünstiger ist, ist nicht nur mit zusätzlichem, nicht vergütetem Aufwand verbunden, sondern kostet auch Zeit, welche die Patientinnen und Patienten mit schweren Erkrankungen nicht haben.

Abs. 2 Bst. a und c: Preisabschläge, die weitergereicht werden müssen, bedeuten einen zusätzlichen administrativen Aufwand für die Apotheken. Apothekerinnen und Apotheker kennen zudem die Indikation nicht und können nicht beurteilen, ob Preisabschläge notwendig sind.

17.3 Artikel 71b KVV

Akzeptanz:

Bitte auswählen

Bemerkungen:

17.4 Artikel 71c KVV

Akzeptanz:

Ablehnung mit Vorbehalt

Bemerkungen:

Es muss vermieden werden, dass die Versorgungssicherheit und die Patientensicherheit durch die Einführung von fixen Rabatten beeinträchtigt bzw. verschlechtert werden.

Es muss sichergestellt sein, dass der abgebende Leistungserbringer Kenntnis der Kostengutsprache erlangt und er muss informiert werden, wo der Leistungserbringer das Arzneimittel beziehen muss. Apotheken haben oft keine Kenntnis der Kostengutsprache und entsprechend auch nicht des allenfalls vorzuziehenden Bezugskanales bzw. des vereinbarten Preises.

Der Import eines Arzneimittels anstelle eines in der Schweiz zugelassenen Arzneimittels kann den Therapiebeginn aufgrund von Lieferschwierigkeiten oder Versandproblemen verzögern. Zwischen Belieferung des Kunden im Falle einer Lieferunterbrechung und dem Zeitpunkt der Preisfestlegung zwischen Versicherern und Zulassungsinhaber kann es eine grössere Zeitspanne geben. Die Niederlassung hat das Produkt nicht sofort vor Ort, der dringende Kauf im Ausland könnte entsprechend teurer sein als der festgelegte Preis. Verfügbarkeit und Qualitätsaspekte können von den Versicherern nicht ausreichend beurteilt werden, weshalb die Wahl des Bezugslandes unter Berücksichtigung der Wirtschaftlichkeit dem Leistungserbringer zu überlassen ist. In der Schweiz bereits zugelassene Arzneimittel sind aus erwähnten Gründen vorzuziehen.

Zudem sind die Versand- und Zollkosten bei der Preisberechnung und der Vergütung zu berücksichtigen.

17.5 Artikel 71d Absätze 2 und 4 KVV

Akzeptanz: Ablehnung

Bemerkungen:

Die vorgeschlagenen Änderungen lösen die Problematik der Vergütung im Einzelfall nicht. Die Entschädigungsregelung und die Kostentragung sind weiterhin unklar. Die Apotheken haben oft keine Kenntnis der Kostengutsprache und entsprechend auch nicht der allenfalls vorhandenen vorzuziehenden Bezugskanäle bzw. des vereinbarten Preises. Bei unverschuldeter Unkenntnis der Kostengutsprache darf den Leistungserbringer kein finanzieller Schaden treffen.

Zwischen des vereinbarten Preises zwischen Zulassungsinhaber und Krankenversicherers und des Preises, zu dem das Arzneimittel bezogen wird, steht in der Praxis teilweise kein Zusammenhang, da beim abgebenden Leistungserbringer keine Kenntnis der Kostengutsprache bzw. des genauen Inhalts der Kostengutsprache, wodurch die möglichen Vorgaben nicht berücksichtigen werden können. Insofern muss entweder der abgebende Leistungserbringer Kenntnis der Kostengutsprache erhalten oder die Vergütung muss dem effektiven Preis der Arzneimittels (inkl. Zuzüge) entsprechen.

Neben Vertriebsanteil und Mehrwertsteuer sind bei importierten Arzneimitteln auch die Versand- und Zollkosten zu vergüten. Diese sollten zudem bei der Berücksichtigung der Wahl des Arzneimittels ebenfalls berücksichtigt werden, da diese je nach Land höher ausfallen können. In der Schweiz zugelassene Arzneimittel sind entsprechend vorzuziehen, da bei diesen tiefere Kosten anfallen und zudem die Lieferung weniger Zeit in Anspruch nimmt (siehe 17.4).

Der erhöhte Aufwand beim Bezug eines Arzneimittels aus dem Ausland wird der Apotheke Stand heute nicht vergütetet. Damit die Apotheken nicht noch auf zusätzlichen Kosten sitzen bleiben, sind sämtliche anfallenden Kosten für die abgebende Apotheke in der Berechnung der Vergütung miteinzubeziehen. Die vorgeschlagene Regelung ist für die Praxis weder kostendeckend noch praktikabel.

17.6 Artikel 38a Absatz 9 KLV

Akzeptanz: Bitte auswählen		
Bemerkungen:		

17.7 Neuer Gliederungsartikel: 5. Abschnitt, Vergütung von Arzneimitteln im Einzelfall

Akzeptanz: Zustimmung

Bemerkungen:

Änderung der KVV und der KLV: Kostensenkende Massnahmen, Vergütung im Einzelfall und

Massnahmen zur Erhöhung der Rechtssicherheit 17.8 Artikel 38b KLV Akzeptanz: Ablehnung mit Vorbehalt Bemerkungen: Die Begrifflichkeit ist nicht praxisbezogen und realitätsfern. 17.9 Artikel 38c KLV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 17.10 Artikel 38d KLV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: 17.11 Artikel 38e KLV Akzeptanz: Bitte auswählen Bemerkungen: Abschaffung der Publikation im BAG-Bulletin 18. 18.1 Artikel 72 KVV Akzeptanz: Zustimmung Bemerkungen:

pharmaSuisse begrüsst die Senkung des administrativen Aufwands und das adressatengerechte Zur-Verfügung-Stellen der Informationen.

- 19. Kleinste Packung und Dosierung bei der Durchführung des TQV und Ausnahmen von der dreijährlichen Überprüfung
- 19.1 Artikel 65d Absatz 3 KVV

Akzeptanz:

Bitte auswählen

Bemerkungen:			
19.2 Artikel 34 <i>d</i> Absatz 2 Buchstabe c KLV			
Akzeptanz: Bitte auswählen			
Bemerkungen:			
20. Rückerstattung von Mehreinnahmen nach Beschwerdeverfahren20.1 Artikel 67a Absatz 3 KVV			
Akzeptanz: Bitte auswählen			
Bemerkungen:			
21. Vertriebsanteil und Mehrwertsteuer21.1 Artikel 67 KVV			
Akzeptanz: Ablehnung			
Bemerkungen: Eine gleiche Vertriebsmarge für Arzneimittel mit gleichem Wirkstoff (Art. 67 Abs. 5 E-KVV und Art. 38 Abs. 3bis E-KLV) wird in dieser Form dezidiert zurückgewiesen, weil es die bestehenden Fehlanreize noch akzentuieren würde. Die vorgeschlagene Änderung wird als Einzelmassnahme und monothematische Anpassung verworfen. Einzig und nur in Kombination mit der generellen Anpassung der Margenordnung (erarbeiteten Kompromissvorschlag vom 24. September 2022) wird die Einführung eines wirkstoffgleichen Vertriebsanteil als wichtigen Zwischenschritt zur vollständigen Beseitigung der Fehlanreize im Margensystem unterstützt.			
21.2 Artikel 67a Absatz 1 KVV			
Akzeptanz: Zustimmung			
Bemerkungen:			
21.3 Artikel 38 Absatz 3 ^{bis} KLV			
Akzeptanz:			

Ablehnung

Bemerkungen:

Aufgrund der während den konstruktiven Austauschen in der Arbeitsgruppe des EDI (von Mai bis Ende September 2022) zur Findung eines breit abgestützten Kompromisses für eine rasche Korrektur der Fehlanreize im Vertriebsanteil (Art. 38 KLV) haben wir erfahren können, wie die Kalkulation konkret erfolgen soll. Das hat ermöglicht, eine Kostenfolgeabschätzung eines "wirkstoffgleichen Vertriebsanteils" zu bemessen und eine mögliche Zustimmung zu diesem Modell unter strikter Bedingung, dass der Vertriebsanteil gemäss dem breit abgestützten Kompromissmodell vom 24.9.2022 für den Vertriebsanteil vorher oder spätestens gleichzeitig verfügt wird. Bei der isolierten Einführung eines "wirkstoffgleichen Vertriebsanteils" ohne simultane Korrektur der Fehlanreize im Vertriebsanteil, würde dies zu neuen, schlimmeren und erratischen Fehlanreizen führen. In diesem Fall stehen wir kategorisch gegen den "wirkstoffgleichen Vertriebsanteil.

22. 22.1	Dreimonatige Fortdauer der Vergütungspflicht nach Streichungen bzw. Ablauf der Befristung Artikel 68 Absatz 2 KVV
Akzeptanz: Zustimmung	
Beme	erkungen:
22.2	Artikel 68a KVV
Akzeptanz: Zustimmung	
Bemerkungen:	
23.	Prävalenzmodell
23.1	Artikel 65f Absatz 2 KVV
Akzeptanz: Bitte auswählen	
Beme	erkungen:

24. Gebühren

24.1 Artikel 70b Absätze 1 und 1bis KVV

Akzeptanz: Bitte auswählen

Bemerkungen:

24.2 Anhang 1 KVV

Akzeptanz: Bitte auswählen		
Bemerkungen:		
25. Übergangsbestimmungen zur Änderung vom		
Akzeptanz: Bitte auswählen		
Bemerkungen:		
26. Ersatz eines Ausdrucks		
Akzeptanz: Bitte auswählen		
Bemerkungen:		
27. Änderung in anderem Erlass (VAM)		
Akzeptanz: Bitte auswählen		
Bemerkungen:		
28. Weitere Vorschläge / Anregungen		
Haben Sie weitere Vorschläge bzw. Anregungen zur Vorlage? Dann können Sie diese im nachstehenden letzten Formularfeld deponieren.		